



UNI et IndustriALL, syndicats mondiaux, condamnent fermement le plan de restructuration global de Kimberly-Clark et le mépris de l'entreprise envers les syndicats représentant les travailleurs du monde entier. Les deux syndicats mondiaux lancent une campagne contre le comportement irresponsable de Kimberly-Clark qui met en péril les moyens de subsistance de milliers de travailleurs et de leurs familles dans le monde.

Kimberly-Clark vient d'annoncer la fermeture d'une usine à Ingleburn, en Australie - où 220 travailleurs membres du CFMEU perdront leur emploi - et une restructuration majeure de leur usine de Northfleet au Royaume-Uni, qui va conduire jusqu'à 130 travailleurs à perdre leur emploi.

Cette décision fait suite à la fermeture de 3 usines aux États-Unis, d'une usine au Brésil et d'une usine en République dominicaine en 2018. Ces 5 fermetures et les restructurations déjà mises en œuvre ont eu des conséquences catastrophiques sur la vie des travailleurs, leurs familles et leurs communautés.

Ces dernières décisions de Kimberly-Clark ont été prises dans le cadre d'un plan de restructuration global décidé début 2018 consistant à fermer 10 usines, sans préciser lesquelles, sur une période de 3 ans et à licencier 5 500 travailleurs. Ce plan a été élaboré sans consultation des représentants des travailleurs et a placé chaque site et chaque travailleur de Kimberly Clark dans le monde dans l'incertitude, ne sachant jamais si leur usine ou leur emploi pourraient être les suivants sur la liste.

Au lieu d'impliquer les syndicats dans sa prise de décision et en se passant de leur contribution essentielle, Kimberly-Clark a pris des décisions seul, ce qui pourrait être catastrophique pour l'entreprise.

UNI et IndustriALL, syndicats mondiaux, ainsi que leurs affiliés, ont adopté une résolution commune en juillet 2018 dénonçant le plan de Kimberly-Clark comme irresponsable et mettant les employés, leurs familles et leurs communautés dans une situation critique.

Il y a deux semaines, une réunion s'est tenue à Atlanta entre la direction de Kimberly Clark et une délégation syndicale composée d'UNI et d'IndustriALL et certains de leurs affiliés provenant de différentes régions du monde. Lors de cette réunion, l'état de la mise en œuvre du plan de restructuration global a été examiné. Pendant la discussion, la direction de Kimberly Clark n'a pas informé la délégation syndicale des décisions de restructuration de l'usine de Northfleet ni de la fermeture de l'usine d'Ingleburn, même après que la délégation ait proposé à la direction de mener des consultations avec un groupe restreint et sur base d'accords appropriés de confidentialité.

Lors de cette réunion annuelle, la délégation syndicale a de nouveau insisté auprès de la direction du besoin urgent d'informer et de consulter de manière adéquate les représentants des travailleurs *avant* les décisions de la direction. Par le biais de cette information et de cette consultation, les représentants syndicaux devraient pouvoir être en mesure d'exercer leur droit fondamental de proposer des solutions alternatives ou d'essayer d'influencer les décisions de la direction.

Cependant, bien que la direction se soit engagée à réexaminer sa manière de consulter les représentants des travailleurs et de communiquer avec UNI et IndustriALL, elle a simplement annoncé la fermeture d'Ingleburn et la restructuration de Northfleet, sans information ni consultation préalable. Notre demande a simplement été rejetée, la direction ayant répondu qu'elle se conformerait uniquement à la législation nationale. Cela signifie réellement que Kimberly-Clark a l'intention de faire le minimum nécessaire pour être dans la légalité et éviter les poursuites.

En effet, dans l'affaire Ingleburn, Kimberly-Clark ne s'est même pas conformée à la loi en vigueur en alertant le syndicat par SMS deux minutes avant d'informer les travailleurs, ceci en violation flagrante de leurs obligations de consultation avec le syndicat en vertu de la convention collective.

Pour une entreprise qui se veut socialement responsable, nous affirmons haut et fort qu'il s'agit là d'une attitude déplorable qui constitue une attaque contre les relations de travail modernes.

Kimberly-Clark, qui s'est toujours présentée comme une entreprise familiale, est en train de se forger une réputation d'employeur anti-syndical et anti-travailleur.

UNI et IndustriALL appellent une nouvelle fois à un dialogue social ouvert et constructif fondé sur une relation saine et transparente entre employeur et employés. Nous proposons à nouveau de faire en sorte qu'un groupe syndical restreint rencontre la société de manière confidentielle pour donner son avis sur les décisions avant qu'elles ne soient prises.

En effet, nous constatons que la direction de Kimberly Clark détient des informations vitales sur les employés et leurs représentants syndicaux. Nous ne pouvons pas non plus accepter que des consultations aient lieu uniquement lorsque la société a officiellement pris ses décisions, un timing que nous considérons comme stratégiquement hostile aux relations syndicales.

Tenant compte du manque d'information et de consultation, nous décidons par la présente d'être solidaires avec nos collègues britanniques et australiens et de les soutenir dans leur lutte contre les décisions de la direction de Kimberly-Clark.

Face à de telles actions téméraires et au refus de répondre à nos préoccupations, UNI et IndustriALL lancent une campagne mondiale qui débutera par une première journée d'action le jeudi 11 avril.

De plus, nous continuerons à lutter contre la menace de fermeture d'usines ou de licenciements massifs telle que pratiquée par Kimberly Clark, afin d'obtenir de fortes concessions lors des négociations, et nous renouvelons notre volonté de développer un dialogue ouvert et constructif avec Kimberly-Clark sur ces questions qui bénéficieront aux travailleurs, à leurs communautés et à l'entreprise.